SOCIALISME MONDIAL 29

Bulletin occasionnel pour un monde sans classes, sans argent et sans Etats 5 F

QUESTIONS SUR LE SOCIALISME

Qu'est-ce que le capitalisme ?

Le capitalisme est un système social qui existe actuellement dans tous les pays du monde. Dans ce système les moyens de production (terres, usines, bureaux, moyens de transport, media etc) sont monopolisés par une minorité, la classe capitaliste. Toutes les richesses sont produites par nous, la classe travailleuse majoritaire, qui vendons notre énergie physique et mentale pour un prix que l'on appelle salaire. La production de richesses a pour but de créer des biens et des services qui puissent être vendus sur le marché en vue de profit. Non seulement les capitalistes vivent des profits obtenus par l'exploitation de la classe salariée, mais aussi en tant que classe ils accumulent sans cesse les richesses soutirées à chaque génération de travailleurs.

Peut-on aménager le capitalisme pour qu'il fonctionne dans notre intérêt ?

La réponse est non : Tant que le capitalisme existera les profits passeront avant les besoins. Aucune réforme ne peut abolir la contradiction fondamentale entre profit et besoin qui est tissée dans le système actuel. Que les promesses de faire fonctionner le capitalisme dans l'intérêt des salariés soient prononcées sincèrement ou seulement par des politiciens opportunistes, peu importe, elles sont vouées à l'échec, car de telles promesses reviennent à proposer de gérer l'abattoir dans l'intérêt du bétail.

Les nationalisations abolissent-elles le capitalisme ?

Certainement pas. Que les industries soient nationalisées signifie simplement que les salariés sont exploités par l'Etat représentant collectivement les capitalistes d'un pays, plutôt que par un capitaliste particulier ou une société particulière. Dans les usines nationalisées de Renault, les travailleurs ne sont pas moins esclaves du profit que ne le sont les travailleurs des usines Citroën ou Peugeot. De même, les houillières n'appartiennent pas plus au public ou aux mineurs après leur nationalisation qu'avant. La nationalisation, c'est l'instauration d'un capitalisme d'Etat.

Est-ce qu'il existe des «pays socialistes» ?

Non, et les prétendus pays socialistes sont des systèmes de capitalisme d'Etat. En Russie et dans son empire, en Chine, à Cuba, en Albanie et en Yougoslavie et dans tous les autres pays qui se disent socialistes, le pouvoir social est monopolisé par des bureaucrates privilégiés du Parti. Les caractéristiques du capitalisme que nous avons résumées précédemment - le salariat, la production en vue de profit, l'accumulation du capital - sont toutes présentes. Un examen du commerce international montre clairement que les soi-disant Etats socialistes font bien partie du marché capitaliste mondial et ne peuvent aucunement se soustraire aux exigences du profit.

Quelle est la signification du terme «socialisme» ?

Le socialisme n'existe pas encore. Quand il sera établi il faudra qu'il le soit à l'échelle mondiale, en tant qu'alternative du système périmé du capitalisme mondial. Dans une société socialiste le monde deviendra l'héritage commun de l'humanité entière, contrôlé démocratiquement par tous ses habitants. Aucune classe minoritaire ne pourra imposer à la majorité la production pour le profit. Il n'y aura pas de propriétaires : tout appartiendra en commun à tout le monde. La production aura pour seul but la satisfaction des besoins et non pas la vente. Et quant à la production des richesses, les seules questions que la société aura à se poser seront de savoir, premièrement, de quoi les gens ont besoin et, deuxièmement, comment on peut satisfaire ces besoins. Et à ce moment-là, contrairement à ce qui se passe aujourd'hui on pourra utiliser au maximum les moyens de communication et la technologie moderne. Le principe socialiste fondamental sera que chacun donne selon ses capacités et prenne selon ses besoins. Le travail sera basé sur la coopération volontaire : la coercition du travail salarié sera abolie. Il n'y aura ni achat, ni vente et plus besoin d'argent dans une société de possession commune et d'accès libre. Et pour la première fois de l'histoire humaine, les gens possèderont la Terre en commun.

Comment est-ce que le socialisme résoudra les problèmes de la société ?

Le capitalisme, dont le dynamisme est constamment au service du profit aux dépens des besoins, engendre une source intarissable de problèmes. La plupart des salariés manquent de sécurité quant à leur avenir, un peu moins d'une famille sur quatre avec enfants vit au-dessous du niveau de pauvreté officiel estimé par le gouvernement. Beaucoup de personnes âgées vivent dans des conditions dangereuses à cause du froid chaque hiver et des milliers en meurent. Des millions d'hommes et de femmes souffrent de la faim ; des milliers en meurent chaque jour. Une société basée sur la satisfaction des besoins mettra fin à ces problèmes, parce que la priorité d'une société socialiste sera de satisfaire pleinement les besoins. A présent nombre de maisons restent vides et des milliers de travailleurs du bâtiment sont sans emploi, alors que beaucoup de gens sont sans habitation, ou bien vivent dans des taudis. A présent on détruit la nourriture et les agriculteurs reçoivent des subventions pour ne pas produire plus, alors que des millions de gens sont sous-alimentés. A présent, pour être admis dans un hôpital, il faut attendre de plus en plus longtemps, et on meurt de maladies guérissables ; il n'est pas rentable de donner à tous un bon traitement médical. Dans une société socialiste, tout être humain pourra s'attendre à ne recevoir que ce qu'il y a de mieux dans tous les domaines.

Et la nature humaine ?

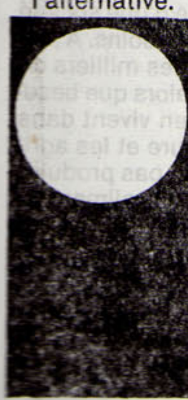
Le comportement humain n'est pas une donnée fixe, mais il est déterminé par le type de société dans lequel on est conditionné à vivre. La jungle capitaliste produit chez l'homme des façons de penser et d'agir perverses et compétitives. Pourtant les êtres humains sont capables d'adapter leur comportement, et il n'y a aucune raison pour que leur désir rationnel de confort et de bien-être ne les empêche de coopérer. Même sous le capitalisme les gens prennent plaisir à rendre service aux autres, et peu s'amusent à participer à la «guerre civilisée» de la course au bifteck. Imaginez les avantages d'une société basée sur la coopération.

Les socialistes sont-ils démocrates ?

Oui, et notre mouvement n'a pas de dirigeants. C'est une organisation démocratique contrôlée par ses membres et qui comprend que le socialisme ne peut être établi que par une majorité consciente de travailleurs - que ce sont les salariés qui doivent se libérer, et qu'ils ne le seront ni par des dirigeants ni par des partis. Le socialisme ne sera pas réalisé par une minorité agissante qui détruirait l'Etat, comme voudraient le croire certains gauchistes. Et les activités de politiciens professionnels n'ont rien à voir non plus avec le socialisme et ne peuvent aboutir à rien. L'expérience de Mitterrand et du PS et PC au gouvernement l'a bien montré. Dès qu'une majorité de la classe salariée comprendra et voudra le socialisme, elle prendra les mesures nécessaires pour s'organiser consciemment pour la conquête démocratique du pouvoir politique. Il ne peut y avoir de socialisme sans une majorité socialiste.

Que faut-il faire dès maintenant ?

Beaucoup de salariés se rendent compte que quelque chose ne va pas et désirent changer la société. Certains adhèrent à des groupes réformistes espérant qu'on peut raccommoder le capitalisme ; mais de tels efforts sont futiles car on ne peut gérer un système d'exploitation de classe dans l'intérêt de la majorité exploitée. Les gens qui redoutent une guerre nucléaire deviennent membres d'organisations pacifistes, mais tant que les Etats existeront, leur rivalité économique signifiera que jamais le monde ne sera à l'abri de la menace d'une guerre. Il y a un grand nombre de campagnes et de bonnes causes dans lesquelles beaucoup de personnes sincères s'engagent ; mais il n'y a qu'une solution aux problèmes du capitalisme, c'est de s'en débarrasser et d'établir le socialisme. Avant de pouvoir faire cela, il faut des socialistes ; pour convaincre les salariés il faut avoir des connaissances, des principes et de l'enthousiasme pour ce changement. Tout salarié peut acquérir ces qualités, essentielles pour quiconque souhaite sérieusement changer la société. Le capitalisme des années 80 demeure un système de gaspillage et de privation, qui crée une insécurité effrayante. C'est dans votre propre intérêt que vous devez vous renseigner sur le mouvement qui propose l'alternative.



BULLETIN D'ABONNEMENT
(à renvoyer à: BP 26, 6700 Arlon, Belgique)

Nom ....

Adresse ....

....

....

Abonnement à 4 numéros: 20 FF, 140 FB
Versements au CCP 238126M de A. Buick à Nancy.

WILLIAM MORRIS, ARTISTE ET SOCIALISTE

William Morris, **Contre l'art d'élite**, Hermann, Paris, 96 FF.

William Morris était déjà bien connu dans l'Angleterre victorienne en tant qu'artiste, artisan et surtout poète (auteur d'un poème épique, «Le Paradis sur Terre») quand, à l'approche de la cinquantaine, il adhéra en 1883 à la première organisation à s'être déclarée explicitement marxiste en Angleterre, la Social Democratic Federation.

Morris resta jusqu'à sa mort en 1896 un socialiste convaincu ou «communiste» comme il préférait s'appeler pour souligner que son but était de voir s'établir une société libre d'égaux dans laquelle la propriété privée, la coercition politique, l'esclavage salarié et l'échange commercial auraient disparu. Durant la majeure partie de cette période il fut un membre très actif de la Socialist League, un scission de la SDF, à la fondation de laquelle il a participé à la fin de 1884. Morris et la Socialist League n'étaient pas d'accord avec la politique de la SDF qui consistait à participer aux élections en proposant des réformes à réaliser au sein de la société capitaliste. Pour eux, l'activité des socialistes devait être essentiellement propagandiste : «Eduquer pour la Révolution», «Faire des Socialistes», comme l'exprimait Morris.

Son roman communiste utopique, *Nouvelles de nulle part*, dont plusieurs traductions françaises existent et auquel nous renvoyons nos lecteurs qui veulent un exposé plus complet des idées de Morris sur ce qu'une société, communiste, sans classes, sans Etat et sans argent rendrait possible, a paru pour la première fois sous la forme d'une série d'articles dans le journal mensuel de la Ligue avant d'être publié sous forme de livre en 1890.

La contribution principale de Morris à la pensée socialiste, contribution basée sur sa propre expérience en tant que dessinateur et artisan (et il a pratiqué une grande variété de métiers, de l'imprimerie et la reliure à la teinture et l'ébénisterie en plus de dessiner des papiers peints et des vitraux), était de souligner comment le travail, en tant qu'activité humaine essentielle, pourrait - et devrait - être attrayant et agréable dans la société communiste que visaient les socialistes.

D'autres socialistes, considérant le travail comme un malheur et une torture, soutenaient (quelques uns le soutiennent encore) que l'on devrait le réduire au minimum dans la société future. Typique de cette approche était le titre de la célèbre brochure de Paul Lafargue *le Droit à la paresse* et aussi, dans une certaine mesure, la distinction que Marx a faite dans le troisième livre du *Capital* entre «le règne de la nécessité» et «le règne de la liberté».

Morris était en profond désaccord avec une telle attitude. Pour lui, le travail - l'exercice de nos énergies corporelles - est une activité humaine essentielle qu'il ne faut pas chercher à réduire au minimum mais qu'il faut au contraire chercher à rendre agréable à la façon décrite par Morris lui-même dans sa brochure *Useful Work versus Useless Toil* (titre traduit, dans cette excellente sélection de ses écrits sur l'art et le socialisme, par «Travail utile et peine perdue» - mais que «Travail utile et labeur inutile» rendrait plus fidèlement le sens que Morris voulait communiquer). Ici, comme avec son utilisation du terme «civilisation» d'une façon péjorative, il suivait Fourier plutôt que Marx. Pour lui, même le soi-disant règne de la nécessité pourrait être rendu agréable ou, plus exactement, cette distinction entre un règne de la nécessité et un règne de la liberté n'avait aucun sens pour lui. Dans une société communiste, pensait Morris, les gens seraient libres tout le temps en ce sens qu'ils feraient une activité librement choisie même quand ils effectueraient le travail socialement nécessaire de production des moyens matériels de leur survie. C'était précisément parce qu'il avait compris que le système capitaliste privait la plupart des gens - les non-possédants obligés de se salarier pour vivre - de la possibilité d'un travail quotidien agréable, rendant ainsi impossible tout art en tant qu'expression du plaisir du travailleur dans son travail, qu'il était devenu socialiste.

Ce livre a une place dans la bibliothèque de chaque socialiste.

Adresse en Europe: B.P. 26,
6700 Arlon,
Belgique

POLOGNE : LE CAPITALISME D'ETAT CONTRE LES TRAVAILLEURS

D'abord, il y a un mythe à démolir : celui de la Pologne «pays socialiste» ou «pays où la classe ouvrière est au pouvoir». La Pologne n'est pas un pays socialiste et ne l'a jamais été. Le capitalisme n'a jamais cessé d'exister là-bas. Seulement, après la guerre, il a changé de forme : il est passé du capitalisme privé au capitalisme d'Etat.

Dans le capitalisme d'Etat, les travailleurs restent toujours des salariés produisant une plus-value, mais la classe dirigeante change. Les capitalistes privés (propriétaires, actionnaires, rentiers, etc.) sont remplacés par un autre groupe social, groupe qui contrôle l'Etat et les industries nationalisées et qui est parfois appelé «une bureaucratie».

La Pologne a donc un système de classe où, tout comme dans les pays franchement capitalistes à l'Ouest, une classe privilégiée exploite une classe de prolétaires salariés. Mais tandis qu'ici, à l'Ouest, après de dures luttes, les travailleurs ont réussi à obtenir quelques «droits» politiques et syndicaux - de former des syndicats, de faire la grève, de manifester, de se réunir, de discuter, etc. - dans les pays capitalistes d'Etat à l'Est, les travailleurs sont sans défense face à leurs classes dirigeantes respectives. Il ne leur est pas permis de former de syndicats autonomes pour négocier leurs salaires ou leurs conditions de travail. Bien sûr, des organisations appelées «syndicats» existent là-bas, mais elles ne sont que des organes de l'Etat pour embrigader les travailleurs et pour, précisément, empêcher toute action autonome de leur part. C'est pourquoi, les grèves d'août 80 en Pologne avaient une importance capitale, et même historique. Pas les grèves elles-mêmes, car des grèves ne sont pas si rares dans les pays de l'Est (ni même en Russie), mais leur but et leur résultat : la formation pour la première fois dans un pays de l'Est d'un syndicat libre et autonome (de l'Etat). Solidarité, bien sûr.

En août 80, les travailleurs polonais ont conquis le droit de se syndiquer, droit qui existe en France, par exemple, depuis 100 ans. Pour la première fois, les travailleurs d'un pays capitaliste d'Etat se sont dotés d'une organisation *permanente* pour résister aux pressions de leur classe dirigeante. C'était une confirmation éclatante de la théorie marxienne de la lutte des classes. Car, selon Marx, la lutte de la classe travailleuse contre leurs conditions de vie est inhérente au système capitaliste et ne peut donc être supprimée, même pas par un régime totalitaire. En Pologne, comme en Russie, l'Etat est très totalitaire : il contrôle les pensées de ses citoyens depuis leur plus jeune âge en leur inculquant l'idée qu'ils habitent un pays où les travailleurs sont au pouvoir et où tout va très bien. Mais les faits nient ce mensonge et finissent par convaincre les travailleurs de la vérité. C'était en fait une circonstance bien matérielle qui a déclenché la prise de conscience des travailleurs polonais de leur situation d'opprimés et d'exploités : une augmentation des prix des premières nécessités, c'est-à-dire une diminution en termes réels des salaires. Les travailleurs polonais n'avaient pas d'autre choix que de riposter et, face à la faiblesse de leurs adversaires, de consolider leur avantage et d'obtenir le droit de former un syndicat autonome.

L'existence d'une organisation indépendante de l'Etat dans un pays comme la Pologne a eu une autre conséquence : l'introduction d'un peu de liberté d'expression aussi. On peut même dire que, après août 1980 et jusqu'à la proclamation de «l'état de siège» le 13 décembre 1981, une véritable liberté d'expression a existé en Pologne dans les faits, sinon dans les lois. A l'intérieur et à l'extérieur de Solidarité, on a discuté de presque tout : de la nature et des privilèges de la classe dirigeante polonaise, de la différence entre la propriété d'Etat et la propriété vraiment sociale. On a peut-être même discuté du vrai socialisme puisque nous-mêmes nous avons fait imprimer un tract en polonais que nous avons envoyé à toutes les sections de Solidarité en Pologne.

Bien vite, les gens de Solidarité ont identifié l'adversaire de classe : le Parti-élite, la bureaucratie politique, la nomenclatura, même si tout était mêlé d'idées religieuses et nationalistes assez réactionnaires. Mais c'est seulement dans une discussion totalement libre que les travailleurs peuvent acquérir la conscience socialiste qu'il leur faut pour abolir le capitalisme sous toutes ses formes, y compris sous celle d'un capitalisme d'Etat.

En fin de compte, c'est probablement cette liberté de discussion qui a fait plus peur à la classe dirigeante polonaise que l'existence d'un syndicat autonome (qu'ils disent même aujourd'hui toujours accepter) et qui les a poussés à proclamer la loi martiale. Dans un sens Solidarité est devenu trop puissant pour elle et a risqué de devenir encore plus puissant avec sa demande d'élections libres. Tout le monde est d'accord, y compris le Parti polonais lui-même, pour dire que dans des élections libres en Pologne le Parti «communiste» serait balayé de la scène politique.

Quand les autorités polonaises et russes - et le PC en France - accusent Solidarité de vouloir renverser le «socialisme» en Pologne, elles n'avaient pas tout à fait tort si on entend par le mot «socialisme» (comme elles) le système de capitalisme d'Etat totalitaire avec un Parti-élite comme classe dirigeante. Il est assez peu probable qu'il y ait vraiment eu un complot de la part de Solidarité pour prendre le pouvoir en Pologne, mais Solidarité était quand même une menace au capitalisme d'Etat totalitaire en Pologne et à la position et aux privilèges de sa classe dirigeante. D'où le coup du 13 décembre 1981.

Il y avait aussi d'autres raisons à ce coup :
— d'abord, la situation économique,
— puis, la position stratégique de la Pologne pour l'impérialisme russe.

La Pologne est un des pays de l'Europe centrale qui, comme la Tchécoslovaquie et la Hongrie, ne peuvent s'offrir une politique étrangère indépendante. Leur position stratégique entre la Russie et l'Allemagne limite le choix à être dominé soit par l'Allemagne soit par la Russie. Le résultat de la dernière guerre mondiale a réglé cette question, à la fameuse conférence de Yalta, en désignant la Russie comme le pays dominateur. La Pologne fait partie de la sphère d'influence russe et ne peut y échapper. Bien sûr, la plupart des gens de Solidarité ont compris et ont accepté cette contrainte mais même si une tentative polonaise d'échapper au bloc russe n'était pas directement à l'ordre du jour, c'était une menace à moyen et à long terme, tout comme ça l'était en Tchécoslovaquie en 1968 - comme Reagan, Haig et les autres chefs de l'impérialisme américain l'ont bien compris en voulant encourager toute fissure dans le bloc russe (comme les dirigeants russes essayent d'encourager toute fissure dans le bloc américain). En poussant le gouvernement polonais à proclamer un état de siège et à supprimer Solidarité, la classe dirigeante russe voulait protéger ses intérêts stratégiques, ses intérêts impérialistes.

Mais il ne faut pas oublier la situation économique catastrophique qui existe en Pologne et qui, indépendamment de toute considération politique ou stratégique, empêche l'amélioration du niveau de vie des travailleurs. C'est dans ce sens aussi que Solidarité était devenue trop puissant pour la classe dirigeante. Il empêchait les mesures draconiennes d'austérité nécessaires pour relancer l'économie capitaliste polonaise. En supprimant, même temporairement, Solidarité, la classe dirigeante polonaise espérait sans doute gagner la liberté d'imposer sa «solution» à la crise économique (pas de grèves, liberté des prix, dévaluation, etc.). Dans ce contexte, il paraît que certains banquiers allemands étaient assez contents du coup du 13 décembre 1981, parce qu'ils pensaient qu'un régime fort serait la meilleure garantie que la Pologne rembourse ses dettes, l'Allemagne étant le créditeur le plus important de la Pologne. Un fait qui a sûrement beaucoup à faire avec l'attitude plus ou moins bienveillante du gouvernement allemand envers le régime de Jaruzelski.

Si les travailleurs polonais continuent leur résistance passive en refusant de travailler pleinement, ils pourront peut-être contraindre le gouvernement militaire à négocier et pourront donc sortir de cette affaire en gardant peut-être intact le droit de former un syndicat autonome. De toutes façons, il est impensable que le gouvernement polonais puisse les faire tra-

vailler en employant des moyens militaires, en convertissant la Pologne en un vaste camp de travail. Mais même s'ils réussissaient à limiter un peu les dégâts, les travailleurs polonais se trouveraient dans la même situation que nous, travailleurs dans un pays franchement capitaliste comme la France et personne ne prétendra que notre situation est satisfaisante.

La seule solution aux problèmes des travailleurs de tous les pays du monde, c'est l'établissement d'un vrai socialisme dans le monde. Non pas le faux socialisme (en réalité capitalisme d'Etat) qui existe en Russie, en Chine et dans leurs satellites. Non pas non plus le faux socialisme à la Mitterrand qui consiste à essayer de faire fonctionner le système capitaliste dans l'intérêt des travailleurs, une mission impossible et vouée à l'échec. Mais socialisme dans son sens primitif d'une société sans classes, sans argent et sans Etat où on appliquera le principe «de chacun selon ses capacités, à chacun selon les besoins». En d'autres termes, où on coopérera pour produire une abondance de biens et de services à laquelle tout le monde pourra avoir libre accès selon les besoins individuels. Un tel monde est possible mais il faut d'abord le vouloir.

LE SOCIALISME

C'est quoi, le socialisme ? Est-ce que c'est le système qui existe en Russie ? Les nationalisations ? L'étatisme ? Les réformes sociales ? Selon nous, il n'est aucune de ces choses mais un système de société où la communauté tout entière possèdera et administrera démocratiquement, dans son propre intérêt, les moyens et instruments de production des richesses. Il s'agit d'une société mondiale sans classes et sans Etats où la production sera orientée uniquement vers la satisfaction des besoins humains et non pas, comme aujourd'hui, en vue des ventes et des profits. Cette définition a beau être la définition originale du terme socialisme, il est assez rare de trouver aujourd'hui des gens qui l'acceptent, tellement le terme a été galvaudé.

Une exception est le livre de Georges Bourgin et Pierre Rimbert sur *Le Socialisme* dans la collection «Que sais-je ?», où on lit :

> Nous définirons le socialisme comme une forme de société dont les bases fondamentales sont les suivantes :
> 1° Propriété sociale des instruments de production ;
> 2° Gestion démocratique de ces instruments ;
> 3° Orientation de la production en vue de satisfaire les besoins individuels et collectifs des hommes.

La clef de cette définition se trouve dans la signification que les auteurs donnent au terme «propriété sociale» :

> La propriété sociale implique non seulement la suppression de la propriété privée, mais aussi la suppression de la propriété nationale. Elle signifie que les instruments de production ne doivent pas seulement être au service d'une collectivité limitée, d'une nation, pour assurer la suprématie de celle-ci. Elle signifie que les instruments de production doivent être au service de la société humaine, c'est-à-dire de l'humanité. En d'autres termes, la propriété sociale n'est en fait plus une propriété, elle est un simple instrument au service de l'homme et de la civilisation.
>
> La propriété sociale est celle qui n'appartient à personne, ni à un individu, ni à un groupe d'individus, ni à une profession déterminée. C'est celle qui appartient à la société tout entière. Personne ne doit pouvoir dire : ceci est à moi, aucun groupe d'individus, aucune profession ne doit pouvoir dire : ceci est à nous. Car la propriété sociale n'est, en fait, plus une propriété. Ce mot devient impropre. Un objet qui est le bien de tous n'est pas une propriété : le soleil, l'air ne sont pas des propriétés, même nationales.

Le socialisme est donc fondé sur l'abolition à l'échelle mondiale de toute propriété. Les ressources naturelles, les instruments de production et les produits sont «à la libre disposition des hommes, de tous les hommes, sans qu'ils aient besoin d'adhérer à quoi que ce soit». L'Etat y est absent, s'étant transformé «d'instrument d'équilibre social par la contrainte, donc d'oppression» en «Conseil d'administration de la société». Les diverses branches de la production sont gérées comme des services publics dont les produits sont gratuits (ou plutôt, pour Bourgin et Rimbert, le seront avec le développement des forces productives).

Bourgin et Rimbert se trompent, cependant, en voyant en ce qu'ils appellent «l'économie d'Etat» une transition vers le socialisme et qui, de ce fait, mérite l'appui du «mouvement ouvrier» (syndicats, partis politiques se réclamant du socialisme). Selon eux, le capitalisme est en train d'être remplacé par un nouveau système dans lequel l'Etat se sera substitué aux capitalistes privés comme organisateur du processus économique. Dans cette nouvelle société, le but de la production cesse d'être le profit et devient la satisfaction des besoins, certes non pas ceux des hommes puisque la production est dirigée en vue d'augmenter «la puissance nationale», mais quand même la satisfaction d'un besoin et non plus le profit. C'est pourquoi Bourgin et Rimbert disent qu'une telle économie ne peut plus être décrite comme capitaliste et pourquoi ils rejettent le terme «capitalisme d'Etat». Enfin, ils prétendent que l'économie d'Etat est un système sans classe dirigeante ou exploiteuse.

Cette dernière affirmation est manifestement erronée. En Russie (qu'ils considèrent comme l'exemple le plus poussé d'économie d'Etat), il existe bel et bien une classe dirigeante et exploiteuse : la «nomenklatura» qui monopolise les moyens de production à l'exclusion de tout le reste de la population et dispose des fruits de la production, tout comme la bourgeoisie capitaliste «classique» à l'Ouest. Et à l'Ouest, le secteur d'Etat de l'économie est soumis non seulement aux lois du marché mais également à l'exploitation des capitalistes, comme d'ailleurs Bourgin et Rimbert le reconnaissent :

> La propriété d'Etat n'entraîne pas la disparition complète de la classe capitaliste (...). Avec la propriété d'Etat, le capitaliste financier subsiste, mais au lieu de prêter ses capitaux à l'entrepreneur capitaliste, il les prête à l'Etat en échange d'un intérêt fixe.

La source de cet intérêt, c'est bien entendu la plus-value produite par les travailleurs salariés du secteur d'Etat.

Si l'économie d'Etat de Bourgin et Rimbert est effectivement une société de classe (et elle l'est), ceci veut dire que les «besoins nationaux», qu'ils disent être le but de la production, seront en réalité les besoins de la classe dirigeante de cette société. Ou plutôt que ce but, c'est le «profit national» puisque la classe dirigeante est obligée par les lois du marché mondial à chercher à maximaliser la différence entre les coûts de production et les recettes de vente au niveau national, tout comme les capitalistes privés le sont au niveau de leurs sociétés ou de leurs entreprises. C'est pourquoi le terme capitalisme d'Etat est tout à fait approprié pour décrire ce système. Ceci dit, la tendance que Bourgin et Rimbert identifient vers une intervention croissante de l'Etat dans l'économie et les affaires sociales en général existe, même si elle n'a pas progressé ni si rapidement ni si extensivement qu'ils ne s'y attendaient en 1949 (quand la première édition de leur livre est parue).

Bourgin et Rimbert ont besoin de nier le caractère capitaliste et de classe de cette tendance pour pouvoir justifier la pratique du «mouvement ouvrier» qu'ils soutiennent et qui consiste à appuyer, à encourager et même à mettre en application cette tendance. Les partis dits ouvriers (la social-démocratie et le bolchévisme) l'ont effectivement fait mais, en le faisant, ils n'ont pas entamé une transition vers le socialisme, pas du tout. Au contraire, ils ont agi, inconsciemment sans doute, en tant qu'agents des éléments capitalistes d'Etat au sein de la classe capitaliste.

Toutefois Bourgin et Rimbert reconnaissent que la transition de l'économie d'Etat (capitalisme d'Etat) au socialisme ne pourrait être automatique mais dépendrait de l'intervention consciente des hommes, et que si cette intervention tardait ou ne se produisait pas, le système mondial d'économies d'Etat nationales qui se serait développé deviendrait une menace pour l'humanité à cause de la contradiction qui continuerait à exister en son sein entre «le caractère mondial de la production et le caractère national de la propriété des instruments de production».

La tendance au capitalisme d'Etat ayant progressé, et la transition au socialisme n'ayant pas eu lieu (et étant impossible de toute façon, car comment imaginer que le capitalisme d'Etat puisse se transformer en socialisme ?), le monde est effectivement arrivé au point décrit par Bourgin et Rimbert :

> A partir du moment où l'économie d'Etat est devenue la forme dominante dans les principaux pays, la concurrence sur le marché mondial devient une lutte entre puissances nationales. Cette lutte a pour objectif le monopole du marché mondial et des sources de matières premières. Elle est pour chaque nation une nécessité qui s'impose et qui s'imposera tant que subsisteront les nations souveraines. Renoncer à cette lutte équivaudrait pour chaque nation à renoncer à son existence. C'est pourquoi l'entente entre nations comme moyen de garantir la paix est une illusion. Les nations ne peuvent pas s'entendre, elles doivent ou disparaître ou se détruire

mutuellement. (...)
Ainsi la première conséquence de l'économie d'Etat, celle qui domine toutes les autres, c'est la guerre, la menace permanente de la guerre, d'une guerre toujours possible et à laquelle, par conséquent, chaque nation doit se préparer. Il ne s'agit pas de savoir si les gouvernements veulent ou non la guerre. Nous n'avons aucune raison de mettre en doute leur sincérité dans la recherche de la paix. Mais la guerre ou la paix ne dépendent pas de l'intention des gouvernements, elles dépendent de l'organisation de la société. Et tant que l'organisation de la société sera fondée sur les nations souveraines, la guerre sera non seulement inévitable, mais nécessaire (...) La guerre n'est pas due à la mauvaise volonté ou à l'incapacité des gouvernements, mais elle est la conséquence de la division du monde en nations souveraines.

Là, à part l'utilisation du terme économie d'Etat, nous sommes pleinement d'accord avec Bourgin et Rimbert, tout comme nous le sommes avec leur conclusion :

Le socialisme et, par conséquent la libération de l'homme, ne sont pas possibles dans le cadre national. Briser ce cadre et construire la société internationale est l'acte libérateur qui s'impose de nos jours à la classe ouvrière. C'est dans ce sens que les prolétaires n'ont pas de patrie. S'ils persistent à en avoir une, elle sera leur prison ou leur tombe.
Le monde est arrivé à un niveau de son évolution où il doit s'unir ou périr. Les économies d'Etat, qui se sont constituées dans tous les pays, sont comme de gigantesques entreprises industrielles dont chacune veut dominer ou annexer les autres. Et pour assurer sa domination ou échapper à cette domination, chacune est obligée d'exploiter à outrance le travail humain afin de développer au maximum le potentiel économique et militaire de la nation qui est à la base de la puissance et de la domination. Cela, nous l'avons vu, entraine une menace permanente de dictature à l'intérieur et de guerre à l'extérieur. Pour éviter que ces menaces ne deviennent une réalité et ne plongent l'humanité dans la pire catastrophe, il faut que les socialistes soient capables de remplir la mission pour laquelle le socialisme est né : construire la République universelle des peuples égaux et libres.

A PROPOS DES DENATIONALISATIONS

Le capitalisme est fondé sur l'exploitation des travailleurs, en ce sens que le travail salarié produit une plus-value qui est appropriée par les détenteurs du capital. On a proposé les nationalisations - censées être l'expropriation des capitalistes au profit de la population tout entière (la «nation») - comme moyen de supprimer cette exploitation. Mais il n'en a rien été. Pour plusieurs raisons :

- Même lorsque les capitalistes ont été effectivement expropriés, comme par exemple en Russie en 1917, cela n'a pas été au profit de la population tout entière mais au profit d'une nouvelle classe qui a maintenu l'exploitation du travail salarié.
- A l'Ouest, les capitalistes n'ont même pas été expropriés car ils ont été indemnisés. En effet, en nationalisant une entreprise, l'Etat l'achète à ses anciens propriétaires qu'il paye avec des obligations d'Etat. C'est ainsi que le gouvernement PS/PC va payer aux anciens propriétaires des industries et des banques qu'il a nationalisées (c'est-à-dire, achetées) en 1982. En d'autres termes, la propriété des capitalistes reste intact ; c'est seulement sa forme qui change : d'actions en obligations d'Etat. Puisque ces obligations rapportent des intérêts, les capitalistes continuent de percevoir une dîme sur la production. Et puisqu'ils sont libres de vendre ces obligations, ils peuvent les convertir en argent, et ensuite investir celui-ci dans une autre entreprise privée. C'est ainsi que les Rothschild, qui ont reçu quelque 160 millions de francs du gouvernement PS/PC pour la vente de leur banque, ont utilisé cet argent... pour fonder une nouvelle entreprise financière.
- Mais ce n'est pas tout. Les industries nationalisées - à l'Est comme à l'Ouest - sont gérées comme des entreprises commerciales, c'est-à-dire que ces gestionnaires cherchent à faire des profits, ce qu'ils ne peuvent faire sauf en faisant de sorte que ceux qu'ils emploient produisent une plus-value.
- A l'Ouest, et peut-être bientôt à l'Est (cela a déjà commencé en Hongrie), les capitalistes privés peuvent investir directement dans les industries nationalisées en souscrivant aux emprunts qu'elles lancent de temps en temps. En France, le gouvernement PS/PC (eh oui, parce que le PCF était toujours au gouvernement quand cette décision a été prise) a même étendu cette possibilité en permettant aux industries nationalisées d'émettre des «certificats d'investissement». La plupart des industries nationalisées ont profité de cette possibilité :

> Renault va émettre le 3 octobre des titres participatifs pour un montant d'un milliard de francs, a annoncé hier M. Pierre Souleil, directeur financier de la Régie Renault. Ces titres, d'un montant unitaire de 1.000 F, seront émis au pair. Ils bénéficieront d'une rémunération annuelle minimale de 9% *(Le Républicain Lorrain)*, 29 septembre 1983).
>
> La Société Générale avait lancé une émission de 600 millions de francs en certificats d'investissement, la demande a été supérieure à 14 fois le nombre de titre offerts. Les heureux souscripteurs recevront un dividende de 22,50 F, soit un rendement de 7,5% (supérieur à celui du livret A), alors que dans le même temps leur titre était passé de 560 F à 610 F *(Libération*, 26 avril 1985).

Bien entendu, les intérêts que les industries nationalisées payent sur ces obligations et ces «certificats» ne peuvent provenir que de la plus-value produite par ceux qui y travaillent.

Tout ceci montre que le débat sur les dénationalisations n'a aucun sens. Les industries nationalisées ont toujours été des entreprises capitalistes d'Etat et les capitalistes privés ont toujours eu le droit d'y investir et de participer au partage de la plus-value que leurs travailleurs produisent. Elles ne sont pas «une conquête ouvrière» à défendre mais une forme d'entreprise capitaliste à abolir.

Quand la population tout entière se réappropriera vraiment les moyens de production, ce ne sera pas pour établir des industries nationalisées mais pour abolir toute forme de propriété, privée ou d'Etat, sur ces moyens d'existence sociale. Les moyens de production n'appartiendront plus à personne ; ils seront simplement là pour être utilisés, sous gestion démocratique, pour fournir gratuitement les biens et les services dont la population aura besoin pour satisfaire ses besoins.

LES PRINCIPES DU SOCIALISME

OBJECTIF
L'établissement d'un système de société où la communauté tout entière possèdera et administrera démocratiquement, dans son propre intérêt, les moyens et instruments de production et de distribution des richesses.

DECLARATION DE PRINCIPES

1. La société, telle qu'elle est à présent constituée, est fondée sur le fait que la classe capitaliste ou dominante possède les moyens d'existence (terres, usines, chemins de fer, etc.) et tient ainsi asservie la classe travailleuse qui, par son travail seul, produit toutes les richesses.

2. Il en résulte dans la société un conflit d'intérêts qui se manifeste par une lutte de classes entre ceux qui possèdent mais ne produisent pas et ceux qui produisent mais ne possèdent pas.

3. On ne fera disparaître ce conflit qu'en émancipant la classe travailleuse du joug de la classe dominante, grâce à la conversion en propriété commune de la société des moyens de production et de distribution et à l'administration démocratique de ceux-ci par la population tout entière.

4. Puisque, dans l'ordre de l'évolution sociale, la classe travailleuse est la dernière à gagner sa liberté, l'émancipation de la classe travailleuse impliquera l'émancipation de l'humanité entière, sans distinction de race ni de sexe.

5. Cette émancipation doit être l'œuvre de la classe travailleuse elle-même.

6. Puisque la machine gouvernementale, y compris les forces armées de la nation, n'existe que pour conserver à la classe capitaliste le monopole des richesses enlevées aux travailleurs, la classe travailleuse doit s'organiser consciemment et politiquement en vue de conquérir les pouvoirs gouvernementaux, à la fois nationaux et municipaux, afin que cette machine, forces armées comprises, puisse, d'un instrument d'oppression, être convertie en un agent d'émancipation qui renversera les privilèges ploutocratiques ainsi qu'aristocratiques.

7. Puisque tous les partis politiques ne sont que l'expression d'intérêts de classes et que l'intérêt de la classe travailleuse est diamétralement opposé aux intérêts de toutes les sections de la classe dominante, le parti qui a pour but l'émancipation de la classe travailleuse doit être hostile à tout autre parti.

8. Le parti socialiste entre donc dans le champ d'action politique, résolu à mener la lutte contre tous les autres partis politiques, qu'ils prétendent agir au nom des travailleurs ou qu'ils se disent ouvertement capitalistes, et invite les membres de la classe travailleuse de ce pays à se ranger sous sa bannière afin de mettre promptement un terme au système qui les prive des fruits de leur travail et afin que la pauvreté cède place au confort, le privilège à l'égalité et l'asservissement à la liberté.

A VOUS LA PAROLE

L'observation la plus banale nous montre que chaque individu est unique, et diffère des autres par ses aptitudes, ses dons, son caractère, ses goûts.

Si les besoins essentiels sont les mêmes pour tous (se nourrir, se couvrir, se loger, par exemple), ils diffèrent déjà dans l'importance que chacun accorde à ces divers besoins : certains sont gourmands, d'autres pas ; certains sont coquets, d'autres non ; certains vont souhaiter une grande maison rurale, d'autres un appartement ultra-rationnel, etc.

La justice ne consiste pas à donner à tous rigoureusement la même chose, mais bien à permettre à chacun de disposer des éléments dont il a besoin pour réaliser *sa* vie, celle à laquelle il aspire, qu'il porte potentiellement en lui, et qui, étant unique, entraîne un choix unique d'éléments, aussi divers en variété qu'en quantité.

Pour moi, c'est une évidence.

Comment est-ce que j'envisage les choses, et à quels obstacles peut-on se heurter ?

Dans ma conception, toute propriété est exclue : la terre, les maisons, les usines, les carrières et mines sont « biens communs de l'humanité », et chacun de ces « biens » est « confié » à celui qui l'exploite, l'occupe, le travaille.

Je ne vois aucun obstacle à cela : la plupart des exploitants et travailleurs agricoles ne possèdent pas les terres qu'ils font fructifier ; il y a infiniment plus de locataires que de propriétaires de logements ; les ateliers, usines et mines ne sont pas en autogestion. Le fait que ces « biens » soient *communs* ne pourrait constituer une entrave à leur entretien et à leur rendement. Pour de nombreux citoyens, ne serait-ce pas plutôt un stimulant ?

Pas question d'annuler l'acquis dans lequel nous vivons, mais d'en éliminer les sacrifices, les injustices, l'exploitation des faibles, par la suppression de sa monstrueuse bêtise.

Chaque génération se révolte contre l'état dans lequel la société se trouve lors de sa naissance, et elle tente de l'améliorer. Nous héritons du résultat de ces tentatives déviées de leur but initial, parce que jamais l'on ne s'est attaqué au nœud, au noyau du système : l'argent.

Prenons chaque secteur de l'économie.

Quel est le premier besoin de tout être vivant ? Se nourrir.

Voyons donc d'abord l'agriculture et l'élevage.

Chaque exploitant obtient — ou cherche à obtenir — de la terre qu'il travaille, sa propre alimentation et un excédent vendu sur les marchés nationaux et internationaux. Il continuera à se nourrir sur le produit de son exploitation et, au lieu de le vendre, il donnera le surplus. Je sais des agriculteurs qui agissent ainsi : estimant leurs besoins satisfaits et ne voyant pas d'utilité à augmenter leurs revenus, ils font bénéficier gratuitement leurs voisins et parents des produits de leur culture.

Il n'y a donc pas d'impossibilité à la base. D'autant moins que sous l'économie actuelle nous voyons les cultivateurs déverser sur les routes, sans aucun profit, des camions entiers de légumes et de fruits. Ceci, pour maintenir les prix, bien sûr, mais il n'empêche qu'ils acceptent là de détruire le produit d'une année de leur propre travail.

Se pose la question de l'outillage agricole. Sa gratuité rentre dans l'examen du fonctionnement de toute production industrielle. La vraie difficulté semble venir du produit de combustion pour d'immenses secteurs géographiques (allant jusqu'au Continent entier, telle l'Europe) n'ayant pas ou peu de puits de pétrole. Je verrai cela dans l'ensemble des problèmes à résoudre pour le ou les territoires qui instaureraient les premiers cette nouvelle société (car si la planète entière vit selon notre idéologie, le problème ne se pose pas).

Les produits alimentaires étant, il s'agit de les transporter auprès des consommateurs.

Tous les moyens de transport (rail, route, air, eau) sont et restent en place sans difficultés, du fait de la gratuité (sauf le carburant déjà évoqué). Pour chaque distance et pour chaque produit, on pourra opter sans contraintes pour le moyen de transport le mieux adapté. Ce choix ne sera plus tributaire, directement ou indirectement, de considérations d'intérêt financier.

Et, puisque je pense aux transports de marchandises, pourquoi ne pas voir l'incidence de la gratuité sur les transports de personnes ? Le métro a déjà fonctionné gratuitement à l'occasion de grèves. Il pourra le faire d'autant plus facilement à l'avenir qu'il ne nécessitera bientôt qu'un personnel restreint : pour l'entretien technique, de sécurité et sanitaire (le métro de Lille fonctionne sans conducteur). Le train, qui lui est pour beaucoup comparable, ne me semble pas poser plus de difficultés, et n'aura besoin que des mêmes services. Mais, d'autre part, rien ne s'opposera à ce qu'il y ait deux conducteurs par convoi si la conduite attire un grand nombre d'amateurs compétents — la décision ne sera pas subordonnée à une économie de personnel, mais seulement, et selon les lignes, aux exigences de la sécurité.

Après la production agricole et les transports, voyons le secteur de **la distribution.**

Quelles formes prend-elle actuellement ?

— celle des « marchés » (en plein air),
— celle des petites boutiques,
— celle des grandes surfaces libre-service.

Chacune de ces formes répond à des caractères, des goûts, des besoins différents, tant de la part des vendeurs que des acheteurs.

Tout cela peut être maintenu, mais on mettra à disposition au lieu de vendre.

L'installation des supermarchés reste en place de façon identique : des travailleurs y seront nécessaires pour recevoir et placer la marchandise, pour l'entretien des locaux, pour conseiller les acquéreurs dans certains cas. Les caisses et toute comptabilité de trésorerie se trouve supprimée, mais non la gestion, pour laquelle un personnel compétent devra prévoir la demande pour la satisfaire au mieux, sans pertes (stocks insuffisants ou exagérés, détérioration de produits, ...).

L'utilité des petits commerçants de quartier, proches des locaux d'habitation, me paraît évidente. Beaucoup d'entre eux aiment le contact avec la clientèle, et aimeraient sans doute continuer gratuitement à fournir et à conseiller des voisins aimant aussi ces rapports d'individu à individu. De même pour les marchés en plein air.

Il n'y a aucune raison de penser que la gratuité entraîne le désordre, la pagaille, ou qu'elle représente un risque d'isolement pour chacun. Au contraire, les échanges deviendraient plus libres et plus francs.

L'artisanat me semble particulièrement apte — prédisposé presque — à adopter une telle conception sociale, car les artisans ont toujours créé pour créer ; pour le plaisir de travailler la matière et de la transformer. Le résultat de leurs efforts est en lui-même une joie, une de leurs raisons d'être (les difficultés qu'ils rencontrent actuellement ne proviennent pas de l'exercice même de leur profession, mais de la gestion qui leur en est imposée, et pour laquelle ils sont ou se sentent souvent inaptes). L'attrait que cette forme d'activité a exercé sur les jeunes il y a une quinzaine d'années me semble révélatrice à ce sujet.

Les professions libérales qui, a priori, semblent moins désintéressées, qui forment des castes, une suprématie sociale, me paraissent cependant comme les plus indiquées pour l'exercice d'un service gratuit. Car toutes ont pour raison d'être le service d'autrui : le médecin pour le malade, l'avocat ou le magistrat pour l'inculpé, etc.

Les études devenant gratuites, les « services » deviennent gratuits, c'est simple, logique.

Il en est de même pour **l'enseignement** à tous les degrés.

La recherche dans tous les domaines et à tous les stades entre dans le même ordre d'idées.

L'industrie paraît devoir être le point le plus complexe. L'usine gérée, dirigée, et tournant avec des travailleurs non salariés me semble très réalisable. La force motrice peut lui être procurée dans les mêmes conditions. Mais il reste un obstacle à franchir, tant que ce système social ne sera pas appliqué universellement : comment se procurer les matières premières faisant défaut sur le sol d'implantation de ces usines ?

Par un accord d'échange de produits avec d'autres territoires :
— soit par une estimation d'équivalence des valeurs,
— soit en réservant à ces échanges extérieurs la monnaie préalablement existante et en vendant les produits exportés.

Je ne crois pas que ce soit un handicap insurmontable.

C'est en tout cas le seul que je découvre en examinant objectivement les différents secteurs qu'implique notre vie en société.

Nous ne pouvons espérer un changement aussi total simultanément sur toute la terre. Il faudra bien qu'un pays commence et donne l'exemple. Sa mise en place ne devrait rien présenter d'impossible.

Après la guerre d'Algérie, ce qui empêchait le démarrage du nouvel Etat, c'était le manque d'argent, car il ne se libérait pas des conceptions commerciales communes. Or, la mentalité algérienne, plus qu'une autre, se prête au partage. Après cette terrible épreuve destructrice, suivie de tant d'espoirs et de tant de joies, il eût été possible de retirer la monnaie de la circulation, pour ne la réserver qu'aux échanges extérieurs, et de mettre tous les ressortissants au travail, avec pour seul but de produire le plus possible et le mieux possible pour satisfaire tous les besoins par répartition gratuite de tous les produits créés.

Pourquoi ce qui serait possible dans la pénurie ne le serait-il pas dans l'abondance ?

S.L.

Réponse. Pourquoi ne pouvons-nous espérer un changement aussi total simultanément sur toute la Terre ? Déjà aujourd'hui, nous vivons dans une société mondiale car, malgré la division du monde en Etats armés, le capitalisme en tant que système économique est — et il l'est depuis longtemps — un système mondial. C'est pourquoi le socialisme, le système de société qui succédera au capitalisme, ne peut être, lui aussi, que mondial. On ne peut éta-

blir «le socialisme dans un seul pays» puisque ce pays dépendrait toujours du marché mondial — par le biais des échanges que notre correspondante préconise — et sera donc pris dans un engrenage qui l'obligera à produire aussi meilleur marché que possible — en comprimant la consommation des producteurs, c'est-à-dire de sa population — pour que ses produits se vendent au marché mondial afin d'y acheter les matières premières qui lui manqueront ...

De plus, avec les moyens de télécommunication modernes, nous vivons à un tel degré dans un « village global » qu'il est impensable que la population d'un seul pays voudrait établir le socialisme, tandis que celles des autres pays voudraient toujours garder le capitalisme. Ce n'est pas comme cela que les idées sociales peuvent se répandre aujourd'hui. Ce n'est donc pas à nous, qui pensons que le passage du capitalisme au socialisme ne peut qu'être mondial, de justifier notre point de vue, mais plutôt à ceux qui pensent qu'il « faudra bien qu'un pays commence et donne l'exemple » d'expliquer comment l'anomalie de la prise de conscience socialiste dans un seul pays (lequel, et pourquoi ce pays-là ?) pourrait se produire.

Nous ne pensons pas non plus qu'il y aura, dans une société sans argent, des avocats, pas plus d'ailleurs que des magistrats ou des inculpés !

VIVRE SANS ETAT

Pour vous, il sera nécessaire, dans le communisme, de choisir des gens pour remplir des tâches spécifiques et même d'investir des gens du soin de gérer les affaires courantes. «Tâches spécifiques», «Affaires courantes», c'est très vague.

On peut se demander ce que vous entendez par là. Pour vous, cela ne risque pas d'aboutir à la constitution d'une bureaucratie : d'une part, parce qu'ils n'auraient aucun avantage matériel par rapport aux autres membres de la société et, d'autre part, parce qu'ils ne disposeraient d'aucune force armée.

On peut toujours me dire que «dans ces conditions, le travail administratif ne serait qu'une activité sociale nécessaire comme une autre», je ne crois pas que «l'administration» soit quelque chose de neutre. Pour moi, remplir des tâches spécifiques et gérer les affaires courantes est une exigence tout aussi «matérielle» que l'absorption de nourriture sans passer par l'argent.

Si nous aurons encore besoin de gens, quel que soit leur mode de désignation, dont la spécialité sera d'accomplir les fonctions dont vous parlez, j'ai la très forte impression qu'il s'agira de gens disposant d'un formidable «avantage matériel» ; ce qui signifiera que nous sommes encore dans une société où il n'y a pas prise en charge par tous des activités sociales. Il me semble utile de préciser que, dans le communisme, les activités sociales ne seront pas, selon moi, les mêmes qu'aujourd'hui. Il y aura abolition d'une grande partie de celles que l'on désigne ainsi, bouleversement de celles que l'on conservera étant donné que les problèmes qui se poseront à des milliards d'êtres humains ne seront pas les mêmes que ceux qui se sont posés à de petits groupes humains disséminés sur la surface de notre Terre. Et surtout, création consciente par la communauté d'activités ne pouvant pas s'autonomiser par rapport aux êtres humains.

En lisant vos textes, j'ai l'impression que l'Etat ce n'était en définitive que «le monopole de la force armée» dont bénéficiait la classe dominante. Il me semble qu'il faut critiquer l'Etat de façon un peu plus approfondie, concevoir celui-ci comme l'aboutissement de la logique de la séparation entre dominants et dominés, par la fabrication d'un appareil dont le rôle nocif ne se réduit pas au «monopole de la force armée». D'une part, cet appareil permet aux dominants, sur un espace donné, d'institutionnaliser leur domination globale afin qu'elle ne s'effondre pas sous la pression de leurs pouvoirs particuliers et celle des concurrents extérieurs. Cette domination peut d'ailleurs s'émanciper par rapport aux intérêts spécifiques de ceux qui en étaient au début les bénéficiaires. D'autre part, l'Etat est une institution dont le rôle est de remplacer l'union entre les êtres humains par une représentation faisant fonctionner et se reproduire une société divisée. Cette conception de l'Etat me permet d'envisager la possibilité d'un Etat mondial débarrassé de l'influence dissolvante de l'argent, lequel serait géré par des administrateurs compétents dans l'art de diriger des «tâches spécifiques» et des «affaires courantes».

Tout en comprenant le souci de ceux qui ne veulent pas se contenter de ne donner que des définitions «négatives» du communisme, je crains qu'à trop vouloir être «positif», ils ne nous proposent que la société d'aujourd'hui, débarrassée de «mauvais» instruments, qui «parasitent» le développement «d'acquis» qu'il s'agit de conserver.

Des instruments tels que l'argent et l'Etat sont des cristallisations d'un mouvement plus vaste de rupture avec la nature, qui a signifié pillage de celle-ci ; de séparation entre les humains, et l'apparition d'activités, de produits, de structures dépossédant les hommes. Le Communisme signifiera l'arrêt de ce mouvement et la création d'autres rapports avec la nature et entre les êtres humains.

Si dans le communisme, tous pourront prendre des décisions, les moyens permettant aux êtres humains de décider, de se rencontrer, de faire des choses en commun, ne se limiteront pas à savoir qui de X ou d'Y représentera tel ou tel projet ; la rupture avec le passé s'exprimera par l'émergence d'autres modes d'unions que la réunion par la dictature et/ou la démocratie. Au lieu de s'interroger sur les moyens permettant de réaliser cet objectif comme sur ceux ne le permettant pas, le problème est déplacé et devient : comment choisir ceux qui prendront les décisions ? Il s'agit, dès lors, de prendre la décision de choisir... ceux qui prendront les décisions, nos administrateurs !

G.R.

Réponse

La lettre de G.R. suscite les réflexions suivantes :

1. Même si, dans le communisme (ou le socialisme, c'est la même chose), la «démocratie directe» peut être pratiquée pour la prise de décisions importantes au sein des communautés locales, il nous paraît évident qu'une certaine délégation de fonctions sera inévitable même à ce niveau et, de toutes façons, pour les décisions à prendre aux niveaux régional et mondial. On ne peut imaginer qu'une décision concernant une région de, disons, un milliard ou même cent mille habitants, puisse être prise par toutes ces personnes réunies en assemblée générale ! Il faudra recourir à des procédés permettant la prise de décisions au delà du niveau local, par exemple par un conseil régional qui pourrait être composé de délégués mandatés par les communautés locales.

2. Il nous apparaît tout aussi évident qu'il faudra une structure administrative pour la mise en application de la plupart des décisions. Une assemblée générale peut prendre des décisions mais elle ne peut siéger en permanence pour veiller à leur exécution. Il faudra donc déléguer cette responsabilité à des gens ou à des groupes de gens. G.R. craint que ces gens ne deviennent une nouvelle classe dirigeante de spécialistes en administration ; il invoque même l'épouvantail d'un Etat mondial. Mais qui a parlé de spécialistes ? A part le fait que les gens effectuant une activité administrative dans la société socialiste n'auraient aucune force armée à leur disposition et qu'ils seraient dans la même situation que tous les autres vis-à-vis de la consommation des biens, ils ne seront que des délégués, mandatés pour accomplir des tâches spécifiques pour la communauté et sujets à révocation par elle en cas d'abus ou d'incompétence. On peut imaginer d'autres «sauvegardes» comme la limitation du nombre et de la durée des mandats, mais pourquoi les gens qui accompliront une activité administrative voudraient-ils dominer les autres membres de la société ? C'est tout aussi insensé que de penser que ceux qui exerceront, par exemple, une activité agricole, voudraient le faire.

3. G.R. esquive le problème de l'inévitable délégation de fonctions en parlant vaguement «d'autres modes d'unions». Mais il est clair que des problèmes tels que la faim mondiale, la pauvreté mondiale, l'ignorance et la maladie mondiales, que la société socialiste héritera du capitalisme, nécessiteront des structures pas simplement au niveau local mais aussi aux niveaux régional et mondial permettant la prise de décisions et leur mise en application.

LIVRES

FORCE OUVRIERE?

André Bergeron, Force Ouvrière, de Jean-Louis Validire, Plon.

Jean-Louis Validire, journaliste quasi porte-parole de FO, nous donne de cette confédération syndicale française, issue d'une scission de la CGT en 1947 à cause de la domination de celle-ci par le PC, une histoire à la fois intéressante et facile à lire.

FO a une mauvaise réputation parmi ceux qui prétendent être anticapitalistes. Ils l'accusent d'être «réformiste» et «à la solde des patrons» et lui préfèrent la CGT ou la CFDT. FO réplique en accusant, à son tour, la CGT d'être sous l'emprise des bureaucrates du PC et la CFDT d'être toujours un sous-marin dans le mouvement ouvrier pour les idées sociales de l'église catholique. Ce n'est pas à nous de conseiller aux travailleurs de France à quel syndicat appartenir - pour nous, toute cette division syndicale et la concurrence qu'elle engendre sont nui-

sibles aux intérêts des travailleurs ; ce qu'il faut, idéalement, c'est une *seule* confédération syndicale unissant toute la classe salariale, sans distinctions d'opinions politiques ou philosophiques...

Il est vrai que, au niveau doctrinal, FO a certaines attractions par rapport aux deux autres centrales. Tandis que la CGT prône le capitalisme d'Etat (avec, comme finalité, l'intégration du syndicalisme dans l'Etat, comme en Russie), et que la CFDT prône «l'autogestion» (avec, comme finalité, l'intégration du syndicat dans l'entreprise, ou le corporatisme), FO proclame que le syndicalisme doit maintenir sa totale indépendance envers les partis politiques, les gouvernements quels qu'ils soient, le patronat et les sectes philosophiques», une position qui correspond à la nôtre.

Toutefois, si FO a maintenu son indépendance vis-à-vis des partis, des gouvernements et des églises, elle ne l'a pas fait vis-à-vis de l'Etat. Comme la CGT et la CFDT, FO accepte une subvention de l'Etat pour former ses militants et elle (s')est très bien intégrée dans l'administration de la sécurité sociale. Bergeron lui-même est le président d'UNIDEC, l'organisme parastatal qui s'occupe de l'assurance-chômage en France.

Toujours au niveau de la doctrine, FO est la seule centrale à prôner, selon l'article 1 de ses statuts, «la disparition du salariat et du patronat» (la CGT a éliminé de ses statuts en 1969 cette phrase, héritée de la Charte d'Amiens adoptée par les syndicats français en 1906). Bien sûr, cette phrase n'a aucune signification pour la pratique de FO et est même répudiée par Bergeron chaque fois qu'il déclare, comme il le fait souvent, que «le mouvement syndical ne saurait être porteur d'un système de société au sens politique du terme». A vrai dire, là c'est Bergeron qui a raison, et non pas les anarcho-syndicalistes qui élaborèrent la Charte d'Amiens en 1906.

La Charte d'Amiens proclamait que le syndicalisme avait une «double besogne» : d'une part «la réalisation d'améliorations immédiates, telles que la diminution des heures de travail, l'augmentation des salaires, etc.» et d'autre part «l'expropriation capitaliste» à réaliser par le moyen de «la grève générale». Les anarcho-syndicalistes ne se rendaient pas compte qu'il y avait incompatibilité entre ces deux «besognes». Pour être un instrument efficace dans «l'œuvre revendicatrice quotidienne», un syndicat doit regrouper autant de salariés du même secteur que possible, qu'ils soient révolutionnaires (qu'ils veuillent abolir le salariat) ou pas. Mais une organisation composée majoritairement de travailleurs non-révolutionnaires ne peut, de ce fait même, être un instrument de révolution comme l'espéraient les anarcho-syndicalistes. D'où l'évolution du syndicalisme vers la position de Bergeron, évolution acceptée d'ailleurs par la minorité anarcho-syndicaliste qui a toujours existé au sein de FO. En effet, dans une période non-révolutionnaire comme actuellement, il est mieux que «le syndicat reste un syndicat», car s'aventurer sur le terrain politique dans une telle période entraînerait une collaboration avec des partis réformistes qui ne peuvent que gérer le capitalisme, forcément au détriment des intérêts des salariés.

Paradoxalement donc, même le possibilisme (le «réformisme») de FO, c'est-à-dire la recherche des conventions collectives qui ne sont «pas prises comme un tremplin permettant d'associer les syndicats aux responsabilités mais comme le constat du rapport de forces existant à un moment donné entre le patronat et les salariés» (p. 123), est acceptable dans ce sens qu'il représente une reconnaissance du rôle inévitablement limité du syndicalisme.

Les syndicats ne sont pas des organisations révolutionnaires et ils ne peuvent pas l'être. Leur rôle se limite à «la réalisation d'améliorations immédiates» (ou plutôt, dans cette période de crise économique, à limiter les dégâts). Ils sont essentiellement des organisations défensives de la classe salariale, des «groupements de résistance», comme on disait autrefois, à l'exploitation capitaliste, et rien de plus.

Ceux qui critiquent les syndicats comme «non-révolutionnaires» ou même comme «contre-révolutionnaires» sont à côté de la plaque et leur recommandation aux travailleurs de quitter les syndicats est dangereuse puisque, sans des organisations défensives permanentes, le rapport de forces basculerait encore plus en faveur des employeurs. Et il n'est pas sérieux de suggérer que les travailleurs pourraient faire mieux en s'organisant en dehors et contre les syndicats dans des comités de grève ad hoc et éphémères...

Ceci dit, l'objectif de la disparition du salariat garde toute sa validité, mais ce ne sont pas les syndicats qui peuvent le réaliser. Pour cela, il faut que la classe salariale s'organise consciemment et politiquement en vue d'abolir toute propriété, privée ou étatique, sur les moyens de production qui deviendront ainsi le patrimoine commun de tous, à utiliser sous gestion démocratique pour satisfaire les besoins.

IWW et syndicalisme révolutionnaire aux Etats-Unis de Larry Portis
Spartacus, Paris, 70 FF.

Les IWW («Industrial Workers of the World» - Travailleurs industriels du Monde) ont été fondés à Chicago en 1905 comme «un seul grand syndicat» divisé en syndicats *d'industrie*. Les IWW étaient différents à deux égards des syndicats américains existants, la plupart desquels étaient affiliés à l'American Federation of Labour (AFL). Premièrement, ils disaient que les travailleurs devraient s'organiser par industrie, et non pas par métier comme les syndicats de l'AFL. Deuxièmement, les IWW s'engagaient explicitement à mener la lutte syndicale comme une lutte de classe, ce que l'AFL rejetait. Ainsi, le Préambule à la Constitution des IWW adoptée en 1905 commençait de la manière suivante :

> La classe ouvrière et la classe patronale n'ont rien de commun. Il ne peut y avoir de paix aussi longtemps que la faim et le besoin seront le partage de millions de travailleurs, pendant que la minorité, qui compose la classe des patrons, possède tous les biens de la vie.
>
> Entre ces deux classes il doit y avoir lutte, jusqu'à ce que tous ceux qui peinent s'unissent, tant sur le terrain politique que sur le terrain industriel, et prennent et conservent ce qu'ils produisent par leur travail, au moyen d'une organisation économique de la classe ouvrière, sans affiliation à aucun parti politique.

En 1908, le deuxième paragraphe de ce préambule était modifié pour déclarer :

> Entre ces deux classes il doit y avoir lutte, jusqu'à ce que les ouvriers du monde entier s'organisent comme classe, prennent possession de la terre et des instrument de production, et abolissent le système de salariat.

On pourrait pinailler sur la question de savoir si cette organisation devrait être «politique» ou «économique» (et, bien entendu, on l'a fait à l'époque), mais cette déclaration c'est le programme révolutionnaire.

La question suivante se pose, cependant : les IWW étaient-ils un syndicat ou bien étaient-ils une organisation révolutionnaire ? Les IWW ressemblaient beaucoup à la CGT en France de la même époque, la différence principale étant que la CGT étaient composée essentiellement des syndicats de métier alors que les IWW étaient réellement un syndicat industriel. Comme l'ancienne CGT, les IWW prônaient l'abolition du salariat et voyaient les syndicats (industriels, toutefois) comme «structure de la nouvelle société à l'intérieur même de l'ancienne» (préambule de 1908) — propos douteux soit dit en passant. Egalement comme l'ancienne CGT, les IWW étaient hostiles à toute ingérence d'un parti politique, fût-il socialiste, dans la lutte syndicale tout en laissant la liberté à leurs adhérents de soutenir le parti de leur choix... ou de ne soutenir aucun parti du tout. Autrement dit, les IWW n'étaient pas des «anti-politique» au sens où l'étaient les anarchistes (et où ils le sont toujours).

Dans la pratique, comme le montre ce livre de Portis, les IWW étaient un syndicat militant qui faisait du bon travail en organisant les secteurs de la classe ouvrière - les non-qualifiés, les travailleurs migrants - que l'AFL laissait de côté. S'ils n'avaient pas été écrasés par le talon de fer de l'Etat suite à l'entrée des Etats-Unis dans la première guerre mondiale - à cause de leur décision de continuer la lutte syndicale sans compromis malgré la guerre - les IWW auraient en toute probabilité évolué en syndicat industriel pur et simple, c'est-à-dire sans idéologie anti-capitaliste, un peu comme le CIO (Congrès des organisations industrielles) qui a paru, pour les mêmes raisons, dans les années 1930 et qui a fini par fusionner avec l'AFL en 1955 pour former l'AFL-CIO, actuellement la grande centrale syndicale des Etats-Unis.

Ceci dit, les IWW nous donnent néanmoins une idée de ce que les syndicat deviendront lorsqu'un grand nombre de salariés seront devenus socialistes. D'organisations cherchant à protéger les intérêts des travailleurs au sein du capitalisme, ils se fusionneront en «un seul grand syndicat», faisant la lutte des classes d'une façon consciente en vue d'abolir le salariat et organisant les travailleurs pour maintenir la production pendant que la transformation par l'action politique de la société de capitalisme en socialisme s'effectue.